

LE DÉFI RÉVISIONNISTE

André Colère



Supplément à « l'Humanité Rouge » n° 223

Les Editions du Centenaire

viennent d'ouvrir

LA LIBRAIRIE

“Les Herbes Sauvages”

Cette librairie diffuse les livres
chinois, albanais, vietnamiens, algériens
ainsi que les livres français des autres éditeurs

« LES HERBES SAUVAGES »

**70, rue de Belleville,
Paris 20^e**

« Voilà pourquoi j'écris ce livre. Je l'écris pour dire aux hommes et aux femmes de chez nous la vérité sur ce que nous sommes et sur ce que nous voulons », ainsi s'exprime Marchais dans les premières pages du « Défi démocratique ». Eh bien prenons-le au mot et voyons quelle est la vérité sur le défi qu'il lance !

Car, il s'agit bien d'un défi, mais d'un défi lancé par un agent de la bourgeoisie à la classe ouvrière et aux masses populaires de notre pays, d'un défi lancé par le révisionnisme au marxisme-léninisme.

C'est là ce que nous allons montrer.

Pour tenter de tromper les gens, il faut en particulier remplir deux conditions : la première est de dénoncer ce qui est scandaleux et est rejeté par le plus grand nombre ; la deuxième est de faire des promesses répondant à certaines aspirations.

Marchais fait l'un et l'autre.

Il dresse un tableau de la société capitaliste qui ne manque pas de vérité. *« La misère, dans la France contemporaine, ne touche pas quelques « marginaux », elle est le lot de millions de travailleurs. »* (Page 12). Et il n'hésite pas à écrire : *« C'est le système capitaliste lui-même, à son stade actuel, qui est en cause. »* (Page 30.) Ce qui est parfaitement exact et que nous ne cessons de répéter.

Au chapitre des promesses, Marchais n'est pas avare non plus : *« Nous sommes, nous, pour une société d'abondance et non pour l'austérité. Nous n'opposons pas le plaisir de vivre à la vertu. Nous voulons que chacun dispose de biens matériels suffisants, variés, agréables et de possibilités étendues d'accès à la culture. »* (Page 28.)

Et il ne craint pas d'écrire : « *Il n'est à notre époque qu'une seule société vraiment nouvelle, c'est le socialisme.* » (Page 31.) Nous ne saurions le contredire sur ce point-là.

Mais ce sont là les mots, et l'expérience a appris aux travailleurs à s'en méfier. Bien des politiciens, dans le passé comme aujourd'hui, ont parlé du « socialisme » et ont pesté contre le capitalisme. Il faut donc y regarder de plus près et voir si Marchais remet effectivement en cause le capitalisme, le pouvoir de la bourgeoisie et quel est le « socialisme » dont il nous parle.

Ce qui distingue le révolutionnaire du charlatan, c'est d'abord le choix des moyens. Nous allons donc commencer par examiner les moyens que préconisent Marchais et son parti.

MARCHAIS CONTRE MARX ET LENINE : LE PASSAGE PACIFIQUE AU « SOCIALISME »

Tout travailleur conscient ne peut manquer de se demander : « *La bourgeoisie dispose de forces armées, comment ferons-nous pour la renverser ?* » La question de la violence est une question essentielle, une des premières à se poser.

Et pourtant, il faut aller jusqu'à la page 181 du « *Défi Démocratique* » pour la voir abordée par Marchais, et voilà de quelle façon : « *S'engager sur la voie de transformations économiques et politiques décisives ne passe pas forcément par la prise du palais d'Hiver. La France d'aujourd'hui n'est pas la Russie de 1917. Et grâce, entre autres, aux succès déjà remportés par le peuple soviétique et par ceux des autres pays socialistes, grâce aussi à l'union des forces de gauche si elle est préservée, nous pouvons envisager si sérieusement aujourd'hui la possibilité d'un passage pacifique au socialisme que toute notre politique se fonde désormais sur cette perspective.* »

Il est bien léger de prétendre résoudre le problème en quelques lignes. Si Marchais passe si vite sur le sujet, il doit bien y avoir des raisons. Les voici.

La première, c'est que Marchais s'oppose de la façon la plus nette sur cette question à Marx et à Lénine. Ce qu'il cherche à camoufler.

Dans le « *Manifeste du Parti communiste* », Marx et Engels déclaraient : « *... Le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie.* » Ils disaient encore : « *Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé.* »

De son côté, en 1918, Lénine déclarait dans « *L'Etat et la révolution* » : « *Sans révolution violente il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois.* »

Mais, comme dirait Marchais, « *Nous ne sommes plus en 1917.* » C'est certain, et pourtant, Marchais, qui prétend innover, ne fait que reprendre les théories que développait à l'époque le dénommé Kautsky. Et voilà ce qu'en disait Lénine : « *Subterfuges, sophismes, falsifications, Kautsky a besoin de tout cela pour esquiver la révolution violente, pour voiler son reniement, son passage du côté de la politique ouvrière libérale, c'est-à-dire du côté de la bourgeoisie. C'est là que git le lièvre.* » Et il ajoutait : « *Du marxisme, Kautsky prend ce qui est recevable pour les libéraux, pour la bourgeoisie... Il rejette, il passe sous silence, il estompe ce qui*

dans le marxisme, est irrecevable pour la bourgeoisie (violence révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie, pour l'anéantissement de cette dernière). » (« La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky »).

Tout cela va comme un gant à Marchais, il suffit de substituer son nom à celui de Kautsky.

Mais, continuera Marchais : « *Nous ne sommes plus en 1917. Ce qui était faux à l'époque est vrai aujourd'hui.* » Bien, mais peut-il nous citer un seul exemple de « passage pacifique au socialisme » depuis 1917 ? Non, il ne le pourra pas, pour la bonne raison qu'il n'y en a jamais eu. Les révolutions victorieuses ont toutes confirmé les enseignements de Marx et Lénine. Par contre, partout où des illusions ont été nourries sur la possibilité d'un « passage pacifique » cela a été payé par des bains de sang, par des massacres de travailleurs. Ce ne sont malheureusement pas les exemples qui manquent. Faut-il rappeler l'exemple du Chili ? Là-bas aussi les homologues chiliens de Marchais ont propagé la théorie du « passage pacifique », le résultat a été que les travailleurs se sont trouvés désarmés, surpris par le putsch fasciste. C'est en 1973 que cela s'est passé, et pas en 1917 !

La vérité, c'est que les révisionnistes, Marchais en tête, jouent avec la vie des travailleurs.

Pour justifier leur théorie criminelle après vous avoir dit : « *Nous ne sommes plus en 1917* », les révisionnistes diront : « *La France n'est pas le Chili !* » Notons d'abord qu'au Chili aussi les révisionnistes dirent : « *Le Chili n'est pas l'Indonésie.* » Ensuite, peuvent-ils nous expliquer à quoi servent la police, l'armée, les tribunaux, les prisons ? Les propos d'un Galley déclarant : « *L'armée est le dernier recours de notre société libérale* » ne sont-ils pas suffisamment clairs ? Quand on voit que la réaction envoie ses C.R.S. contre les ouvriers en grève, peut-on douter qu'elle hésitera à recourir à la terreur si son pouvoir est en danger ? Ce sont là des questions que se posent de plus en plus de travailleurs, de militants du P.C.F., et heureusement. Les leçons de l'histoire sont écrites de sang. C'est un devoir que de savoir les lire. Si Marchais passe si vite sur la question, c'est parce qu'elle le démasque. Il cherche à faire oublier, à escamoter l'essentiel. Si Marchais et les révisionnistes prônent le « passage pacifique », c'est parce qu'ils ne veulent pas remettre en cause la dictature de la bourgeoisie, détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie.

MARCHAIS DEFENSEUR DE L'ETAT BOURGEOIS

Pendant la Commune, Marx écrivait dans une lettre à Kugelmann : « *... la prochaine tentative de la révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la BRISER. C'est la condition première de toute révolution populaire réelle sur le continent.* »

Dans « *L'Etat et la révolution* », Lénine commentait ainsi ces paroles de Marx : « *" Briser la machine bureaucratique et militaire " : en ces quelques mots se trouve brièvement exprimée la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat à l'égard du cours de la révolution.* » Dans le même ouvrage il écrivait : « *L'essentiel est de savoir si la vieille machine d'Etat (liée à la bourgeoisie par des milliers d'attaches et toute pénétrée de rouille et de conservatisme) sera maintenue ou si elle sera DETRUITE et remplacée par une nouvelle.* »

A cela, Marchais répond sans équivoque dans « *Le défi démocratique* ». Marchais et les révisionnistes sont pour le maintien de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie.

Voici par exemple comment Marchais définit ce qu'il présente comme la deuxième condition du socialisme : « *On ne peut pas construire le socialisme avec un Etat dominé par les monopoles. Pour mettre fin à cette domination, pour réaliser le transfert à la collectivité des ressources essentielles du pays, pour conduire une politique visant à satisfaire les besoins des masses laborieuses et l'intérêt de la nation elle-même, il faut remplacer à la direction du pays les grands commis des monopoles par les représentants de tous ceux qui participent par leur travail à la création des richesses du pays.* » (Page 174.)

Comme on le voit, il ne s'agit nullement de briser, de démolir la machine d'Etat bourgeois. Il s'agit simplement de mettre fin à la domination des « monopoles » sur l'Etat, en gardant celui-ci intact. Il s'agit d'un simple changement de personnel à la tête de l'Etat.

A qui fera-t-on croire que l'on puisse mener « une politique visant à satisfaire les besoins des masses laborieuses » avec un Etat fait pour défendre les intérêts de la bourgeoisie, pour exercer la dictature de la bourgeoisie ? Loin de vouloir démolir l'appareil d'Etat bourgeois, Marchais s'en défend avec vivacité : n'écrit-il pas, page 232 : « *Loin de vouloir " casser l'armée ", comme le prétendent nos adversaires, nous voulons donner à la nation l'armée dont elle a besoin et pour cela assurer à celle-ci les missions, les structures, les armements, les conditions d'activité qui lui permettent de sortir de l'impasse où la politique actuelle*

du pouvoir la pousse. » Ces paroles prennent un sens tout particulier après les massacres du Chili. N'entendait-on pas les révisionnistes chiliens déclarer que l'armée y était démocratique, apolitique même ? N'a-t-on pas vu où a mené leur refus de « casser » cette armée ?

Comme pour réfuter par avance les propos d'un Marchais, Lénine déclarait : « ... il n'est pas de grande révolution qui ait évité et puisse éviter la " désorganisation " de l'armée. Car l'armée est traditionnellement l'instrument qui sert à perpétuer l'ancien régime, le rempart le plus solide de la discipline bourgeoise, de la domination du capital, et l'école de la soumission servile et de la subordination des travailleurs au capital... La nouvelle classe sociale qui accède au pouvoir n'a jamais pu et ne peut maintenant parvenir à ce pouvoir et l'affermir autrement qu'en décomposant à fond l'ancienne armée (" désorganisation " clamant à ce propos les petits bourgeois réactionnaires ou simplement poltrons) ».

Si Marchais et les révisionnistes se refusent à détruire l'appareil d'Etat bourgeois, ce n'est pas le fait d'un incident de parcours, d'un « oubli malencontreux », c'est tout simplement parce qu'ils ne veulent pas remettre en cause la dictature de la bourgeoisie, parce qu'ils ne veulent pas d'un Etat prolétarien, parce qu'ils ne veulent pas de la révolution prolétarienne. En un mot, les intérêts qu'ils représentent sont des intérêts bourgeois.

Laissons encore la parole à Lénine : voici ce qu'il déclarait à propos d'un « traître au socialisme », Vandervelde : « Tout comme Kautsky, Vandervelde cite Marx et Engels avec un zèle extrême. Et à l'exemple de Kautsky, il cite de Marx et d'Engels tout ce qu'on veut, SAUF ce qui est absolument inacceptable pour la bourgeoisie, ce qui distingue le révolutionnaire du réformisme. Tout ce que l'on veut en ce qui concerne la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, puisque pratiquement la chose est déjà confinée dans un cadre exclusivement parlementaire. Que Marx et Engels aient jugé nécessaire, après l'expérience de la Commune, de compléter le Manifeste communiste partiellement vieillie par l'explication de cette vérité que la classe ouvrière ne peut pas simplement s'emparer de la machine d'Etat toute prête, qu'elle doit la DEMOLIR, là-dessus pas le moindre mot ! Vandervelde, de même que Kautsky, comme s'ils s'étaient entendus, passe sous un silence absolu ce qu'il y a de plus essentiel dans l'expérience de la révolution prolétarienne, CE QUI DISTINGUE JUSTEMENT LA REVOLUTION PROLETARIENNE DES REFORMES BOURGEOISES. »

Car il s'agit bien de cela : les mesures préconisées par Marchais sont des réformes bourgeoises. La démocratie dont il nous parle, c'est la démocratie pour la bourgeoisie ; la liberté qu'il proclame est celle des exploités.

LIBERTE... POUR QUI ? DEMOCRATIE... POUR QUI ?

A la page 91 de son « Défi », Marchais nous fait part de son grand projet : « Faire des libertés le bien réel de tous » et il ajoute : « La liberté... c'est la possibilité pour l'homme de se réaliser — de se réaliser pleinement. Et il n'y a pas de liberté si TOUS les hommes n'ont pas cette liberté-là. » Il poursuit, page 97 : « A nos yeux, socialisme et liberté sont inséparables, le socialisme étant un degré supérieur de la liberté. »

Marchais parle de la « liberté » et même de la « liberté pour tous ». Mais où a-t-on déjà vu une telle liberté ? Il y a deux sortes de libertés : il y a d'une part la liberté pour la bourgeoisie, la liberté d'exploiter et qui est absence de liberté pour les travailleurs. Liberté d'une minorité, manque de liberté de la majorité.

Il y a d'autre part la liberté pour les travailleurs, pour le peuple ; et qui est absence de liberté pour les exploités. Liberté de l'immense majorité, manque de liberté d'une minorité.

Il en sera ainsi tant qu'existeront les classes et la lutte des classes : soit les exploités sont libres et alors les travailleurs ne le sont pas ; soit les travailleurs sont libres et les exploités ne le sont plus.

La « liberté pour tous » dont parle Marchais, à l'ombre de l'appareil d'Etat bourgeois, n'est autre que la liberté pour la bourgeoisie.

Et il en est de même pour la démocratie. A ce sujet, Marchais déclare page 97 de son « Défi » : « ... Nous entendons élargir et développer continuellement la démocratie car c'est la condition première de la construction victorieuse du socialisme dans notre pays. Nous ne craignons pas la compétition sur ce terrain... Cette démocratie, nous avons pour ambition de l'enrichir sans cesse, de la mener " jusqu'au bout ", c'est-à-dire au socialisme. »

Laissons encore répondre Lénine : « Mais la marche en avant, à partir de cette démocratie capitaliste — inévitablement étriquée, refoulant sournoisement les pauvres, et par suite foncièrement hypocrite et mensongère — ne mène pas simplement, directement et sans heurts " à une démocratie de plus en plus parfaite " comme le prétendent les professeurs libéraux et les opportunistes petits-bourgeois. Non. La marche en avant, c'est-à-dire vers le communisme, se fait en passant par la dictature du prolétariat ; et elle ne peut se faire autrement, car il n'est point d'autres classes ni d'autres moyens qui puissent briser la résistance des

capitalistes exploités. Or, la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'organisation de l'avant-garde des opprimés en classe dominante pour mater les oppresseurs, ne peut se borner à un simple élargissement de la démocratie. En même temps qu'un élargissement considérable de la démocratie, devenue pour la première fois démocratie pour les pauvres, démocratie pour le peuple et non pour les riches, la dictature du prolétariat apporte une série de restrictions à la liberté pour les oppresseurs, les exploités, les capitalistes. Ceux-là, nous devons les mater afin de libérer l'humanité de l'esclavage salarié; il faut briser leur résistance par la force; et il est évident que, là où il y a répression, il y a violence, il n'y a pas de liberté, il n'y a pas de démocratie. »

C'est là ce que Marchais cherche à cacher. Sous ses appels à la « démocratie pour tous », à la « liberté pour tous » se dissimule son hostilité à la dictature du prolétariat, c'est-à-dire à la démocratie pour les masses. Derrière la « démocratie pour tous » se trouve en réalité la dictature de la bourgeoisie. Marchais ne veut pas que la classe ouvrière exerce le pouvoir, il est un défenseur du pouvoir de la bourgeoisie.

« Nous voulons étendre à tous la démocratie » (p. 108), telle est la prétention affichée par Marchais. Autrefois Kautsky en faisait tout autant, et voici ce que Lénine lui rétorquait : « Il est naturel qu'un libéral parle de "démocratie" en général. Un marxiste ne manquera jamais de demander : "Pour quelle classe". » C'est cette question que Marchais cherche à esquiver. Il veut cacher le fait que la démocratie est toujours démocratie pour une classe et absence de démocratie pour une autre classe. Soit démocratie pour la bourgeoisie et absence de démocratie pour les masses : C'est le capitalisme. Ou bien démocratie pour les masses et absence de démocratie pour les exploités : C'est le socialisme.

Le « socialisme » dont parle Marchais n'est autre que la démocratie capitaliste, c'est-à-dire la dictature de la bourgeoisie.

« Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat. C'est ce qui distingue fondamentalement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois. » Ces paroles de Lénine n'ont rien perdu de leur vérité, bien au contraire.

Mais, déclare Marchais : « Dirait-on que nous sommes bien libéraux et que nos engagements sont de ce fait suspects ? Répétons-le, notre sincérité est attestée par le fait que, selon notre propre analyse, la France socialiste sera l'œuvre démocratique de la majorité de notre peuple, ou elle ne sera pas. Faisons de plus un aveu : nous ne redoutons pas

de garantir à la réaction devenue minorité et opposition le droit de reconquérir la majorité parce que, nous en sommes convaincus, le nouveau régime démocratique sera fort de la confiance, du soutien que lui vaudra dans le pays une politique visant par dessus tout à satisfaire les besoins des masses populaires. » (p. 130-131). Eh oui Marchais, tout cela est bien suspect ! A l'en croire, dans la « démocratie pour tous », il y aurait aussi « égalité pour tous », exploités et exploités y jouiraient des mêmes droits et comme cela va de soi, le rapport entre la « majorité » et la « minorité » serait la loi suprême.

Belles paroles que tout cela... mais pas nouvelles. Lénine eut en son temps à combattre de telles professions de foi « libérales ». Voici comment il le fit : « Supposer que dans une révolution un peu sérieuse et profonde, c'est simplement le rapport entre la majorité qui décide, c'est faire preuve d'une prodigieuse stupidité; c'est s'en tenir à un préjugé archaïque, digne d'un vulgaire libéral; c'est tromper les masses, leur cacher une évidente vérité historique. Vérité selon laquelle il est de règle que dans toute révolution profonde les exploités conservant durant des années de gros avantages réels sur les exploités, opposent une résistance prolongée opiniâtre, désespérée. Jamais, si ce n'est dans l'imagination douceuse du doucereux bête Kautsky, les exploités ne se soumettront à la volonté de la majorité des exploités, sans avoir fait jouer — dans une bataille suprême, désespérée, dans une série de batailles — leur avantage. » (« La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky »).

Liberté pour qui ? Démocratie pour qui ? demandons-nous. Marchais répond : « Pour tous », ce qui en réalité veut dire : « Liberté et démocratie pour la bourgeoisie. » Mais regardons-y encore de plus près.

DEFENSE AUX TRAVAILLEURS D'EXERCER LE POUVOIR

« La deuxième condition du socialisme est l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière, et plus généralement par les travailleurs manuels et intellectuels de la ville et de la campagne, c'est-à-dire les couches sociales les plus intéressées au socialisme. » (Page 173 du « Défi démocratique »). Remarquons d'abord la place accordée par Marchais à la question du pouvoir politique : elle est au second rang, alors qu'il s'agit en fait de la question principale, prioritaire. La question fondamentale de toute révolution est celle du pouvoir. La condition numéro un du socialisme est l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière. Ce n'est pas

un fait du hasard si Marchais et les révisionnistes la relèguent au second rang. C'est parce qu'en réalité ils sont contre l'exercice du pouvoir par les travailleurs, en dépit de leurs déclarations démagogiques. Pour que la classe ouvrière exerce le pouvoir, il faut en particulier deux conditions. La première, c'est que l'appareil d'Etat bourgeois soit détruit. La deuxième, c'est qu'un nouvel Etat soit édifié, un Etat prolétarien, socialiste. Or, de cela, Marchais et les révisionnistes n'en veulent pas, comme nous l'avons vu. « *L'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière* » dont parle Marchais n'est autre en réalité que l'exercice du pouvoir politique par la bourgeoisie. Voyons quelques exemples.

A la page 122 de son « Défi », Marchais écrit : « *Nous réservons dans notre conception de la démocratie une place de premier plan au droit de vote, à l'élection d'assemblées démocratiques. Cela ne signifie nullement que nous limitons l'intervention du peuple dans les affaires publiques à l'acte électoral. Notre conception de la démocratie est autrement riche. Par le suffrage universel, le peuple délègue à ses représentants élus aux différents niveaux les pouvoirs d'accomplir un certain nombre de tâches. Nous entendons qu'il ait aussi le droit permanent d'intervenir dans tous les domaines de la vie politique, économique, sociale, culturelle du pays, de contrôler la manière dont ses élus accomplissent la tâche dont ils ont été chargés.* » Marchais parle de tout ce qu'on voudra... sauf de l'essentiel : la possibilité pour les travailleurs de révoquer à tout moment leurs représentants. Ce fut là une des grandes leçons que Marx et Engels tirèrent de l'expérience de la Commune. Voici ce qu'en disait Engels : « *La Commune dut reconnaître d'emblée que la classe ouvrière une fois au pouvoir ne pouvait continuer à se servir de l'ancien appareil d'Etat. Pour ne pas perdre à nouveau la domination qu'elle venait à peine de conquérir, cette classe ouvrière devait, d'une part, éliminer le vieil appareil d'oppression, jusqu'alors employé contre elle-même, mais d'autre part, prendre des assurances contre ses propres mandataires et fonctionnaires en les proclamant en tout temps et sans exception, révocables.* » (« Introduction à " La guerre civile en France " »). La conception de la « démocratie » qu'expose Marchais n'est autre que celle de la bourgeoisie qui consiste, comme le disait Lénine, à « *décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement* ».

Marchais se veut aussi un champion de la « participation » qu'il nomme encore « gestion démocratique ». « *Intervention, participation et contrôle des citoyens dans la direction et la gestion de la société, à tous les niveaux et dans tous les domaines, depuis l'entreprise jusqu'à l'Etat, de l'échelon du quartier à celui de la nation — voilà notre objectif.* » (Page 99.) Disons d'abord que comme on le sait, Marchais

n'est pas seul à parler de « participation » : le pouvoir actuel nous en abreuve régulièrement. La « participation » dont parlent les uns et les autres est de même nature. De quelle « participation » peut-il être question tant que l'appareil d'Etat de la bourgeoisie demeure en place ?

Le socialisme, ce n'est pas la participation, c'est la prise en mains de la direction de la société par la classe ouvrière elle-même, dans sa masse.

Mais pour cela, il faut qu'un nouvel appareil d'Etat soit mis en place, un Etat prolétarien. Un Etat fondé sur des assemblées populaires du type de celles de la Commune de Paris ou des Soviets, rassemblant la masse des travailleurs, du peuple, dans les entreprises, les quartiers, les villes, les campagnes. Des assemblées populaires mettant en pratique la démocratie prolétarienne, élisant leurs représentants révocables à tout moment par elles et payés à des salaires d'ouvriers. Des assemblées ayant un pouvoir législatif et exécutif.

Ainsi la classe ouvrière pourra exercer réellement sa direction.

Mais de cela, c'est-à-dire d'un Etat prolétarien, Marchais n'en veut pas. Il veut que l'appareil qui sert à opprimer la classe ouvrière, l'Etat bourgeois, reste en place. Marchais parle de tout ce qu'on voudra, sauf de l'essentiel : la prise en mains de l'Etat, des affaires de l'Etat prolétarien par les travailleurs eux-mêmes.

Les révisionnistes combattent les travailleurs lorsque ceux-ci veulent diriger. Leur comportement aujourd'hui envers les luttes ouvrières est à cet égard révélateur. Ce n'est pas un hasard s'ils ont dénigré avec acharnement la lutte des Lip. C'est parce que dans cette lutte les travailleurs ont pris eux-mêmes en mains leurs propres affaires, ont DIRIGE leur lutte. Ce n'est pas un hasard s'ils ont voulu par tous les moyens que le « Comité d'action » des travailleurs de Lip disparaisse. C'est parce qu'il permettait, par la pratique de la démocratie prolétarienne, aux travailleurs de diriger, de prendre des initiatives. Tout cela ils le qualifient de « forums » de « comités irresponsables ». A travers cela, c'est leur conception du pouvoir qui apparaît.

Entre leur opposition à la direction des luttes par les travailleurs eux-mêmes et leur opposition à la destruction de l'Etat bourgeois, à l'édification d'un Etat prolétarien, il y a continuité. *Leur refus de voir la classe ouvrière jouer un rôle dirigeant : c'est là ce qui les guide.* Ils combattront la classe ouvrière lorsqu'elle voudra diriger la société comme ils la combattent aujourd'hui dans les luttes. S'ils ne veulent pas que la classe ouvrière dirige ses luttes aujourd'hui, c'est parce qu'ils ne veulent pas que demain elle puisse diriger la société.

A PROPOS DES NATIONALISATIONS ET DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

Dans le vocabulaire de Marchais et des révisionnistes, il y a un mot-clef, un Sésame d'aujourd'hui : « *Nationalisation, nationalisation* », qui ouvrirait les portes du « socialisme ».

« *La réforme décisive, nous dit Marchais, c'est la nationalisation* » et il ajoute : « *Au seul énoncé de ce mot, les tenants du grand capital frémissent. La nationalisation, c'est pour eux l'abomination des abominations. L'avoue que je les comprends : la nationalisation, en effet, frappe au cœur leur système d'exploitation et d'oppression.* » (Page 52.) A l'en croire, les nationalisations mettraient en cause le capitalisme, seraient contraires aux intérêts du capitalisme. A cela l'expérience historique a répondu. Dans TOUS les pays capitalistes, la bourgeoisie a recouru à des nationalisations. Et cela ne date pas d'aujourd'hui. Déjà dans l'Allemagne de Bismarck, la bourgeoisie y recourait. Engels qualifiait cela du terme de capitalisme d'Etat. Quant à la France, la bourgeoisie a également su les utiliser dans l'intérêt du capitalisme.

C'est qu'en réalité les nationalisations ne sauraient remettre en cause le capitalisme, tant que l'Etat capitaliste demeure. Il y a deux sortes de nationalisations : les nationalisations capitalistes qui sont faites sous le contrôle de l'Etat bourgeois. C'est ni plus ni moins qu'une forme particulière de la propriété capitaliste. Elles sont faites au profit de la classe bourgeoise et ne changent rien à l'exploitation des travailleurs. Les ouvriers de chez Renault, pour ne citer qu'eux, en savent quelque chose.

De telles nationalisations n'ont strictement rien à voir avec le socialisme, sont incapables de conduire au socialisme. C'est là ce que Marchais cherche à cacher lorsqu'il déclare : « *Touchant les secteurs décisifs de l'économie, elles deviendront la base, le point de départ d'une évolution qui conduira au socialisme.* » (Page 54.) Comment pourraient-elles conduire au socialisme, alors que l'Etat capitaliste reste en place ?

Il y a aussi les nationalisations socialistes, faites sous le contrôle du nouvel Etat, de l'Etat prolétarien. Elles sont alors faites au service des travailleurs, parce que l'Etat est entre les mains des travailleurs. Il s'agit de l'expropriation des capitalistes par le prolétariat. Entre ces deux sortes de nationalisations, il n'y a rien de commun.

Marchais cherche à cacher la différence qui existe entre ces deux types de nationalisations. Il veut faire oublier que tant que l'Etat bourgeois reste en place, les nationalisations se font au profit de la bourgeoisie, sous son contrôle. Comme

les travailleurs ont fait l'expérience de ce type de nationalisations, Marchais cherche à se justifier : « *Au lendemain de la libération, plusieurs nationalisations ont été imposées à la grande bourgeoisie. Mais dès que celle-ci a repris totalement les rênes du pouvoir, elle a dévoyé, vidé les nationalisations de leur contenu social et démocratique, transformé les sociétés nationales en "vaches à lait" des trusts privés.* » (Page 54.) Comme si une telle évolution n'avait pas été inévitable dès l'instant où l'appareil d'Etat bourgeois n'était pas détruit ! Comme si les nationalisations faites sous le contrôle de l'Etat bourgeois pouvaient avoir une autre fonction que de servir la bourgeoisie !

Afin de cacher le caractère capitaliste des nationalisations qu'il préconise, Marchais voudrait faire croire que les nationalisations sont toujours contre les intérêts du capitalisme.

Il se fait le défenseur des sociétés nationalisées, du capitalisme d'Etat : « *La S.N.C.F. a mené à bien la modernisation du réseau. Son fonctionnement constitue un exemple que nous envient bien des pays étrangers... Pour s'en tenir à deux aspects les plus marquants de son activité, la Société nationale des industries aéronautiques et spatiales a réalisé la Caravelle et le Concorde. Et quant à la Régie nationale des Usines Renault, ses succès techniques et commerciaux sont bien connus. Elle a démontré son aptitude à répondre aux besoins du marché intérieur. Elle est la championne de l'exportation.* » (Page 62.) Il ne manque qu'un « cocorico ! ». Et vive le capitalisme d'Etat !

Ce qui ne l'empêche d'ailleurs pas d'être aussi un farouche défenseur de la propriété privée. « *Dans la France socialiste, la propriété privée aura sa place* » (page 55) affirme-t-il, et il ajoute : « *Mais la petite propriété industrielle, paysanne, commerciale ? Nous ne prononçons pas contre elle une condamnation à mort assortie d'un sursis à l'application de la peine... L'existence des petites entreprises commerciales et industrielles, d'exploitations agricoles familiales sera utile à la France socialiste.* »

Notons d'abord l'amalgame entre la « petite entreprise industrielle », c'est-à-dire le « petit patron » qui exploite des ouvriers et le petit paysan qui n'exploite personne. Qu'on se le dise, dans la France « socialiste » de Marchais, il y aurait des ouvriers et des patrons. Triste « socialisme » ! Le petit patron sur lequel Marchais verse une larme est aussi un petit mais féroce exploiteur. Des millions d'ouvriers le savent bien. Il y a fort à parier qu'ils ne souhaitent pas d'un tel « socialisme ». Le socialisme c'est la direction des travailleurs dans toutes les entreprises, petites et grandes. C'est la propriété collective de tous les moyens de production. Quant aux petits paysans, Marchais cherche à gagner leurs

suffrages en leur promettant leur survie en tant que propriétaires. Il leur ment ainsi comme le font tous les bourgeois démagogues. La petite propriété est condamnée par l'avenir. En régime capitaliste, ils sont brutalement cassés de leurs terres. Et Marchais ne fera pas autrement que Pompidou.

En régime socialiste, ils seront encouragés par la persuasion à s'associer, leur propriété deviendra collective, ils deviendront des travailleurs de la terre et en tant que tels, seront maîtres du pays. Les gros propriétaires exploitants des ouvriers seront immédiatement expropriés.

Des gros propriétaires terriens, des capitalistes de l'agriculture, Marchais ne dit pas un mot. Sans doute qu'à eux aussi, il assure la « propriété privée ». Il est vrai que le capitaliste de l'agriculture milliardaire, Doumeng, est membre du Comité central du P.«C.»F. Marchais se défend de vouloir tout collectiviser. Il se défend de vouloir extirper les racines du capitalisme, car la petite propriété engendre le capitalisme.

Marchais est un défenseur du capitalisme.

LE « SOCIALISME » SELON BREJNEV ET MARCHAIS

Pour appuyer sa conception de la « démocratie » et du « socialisme », Marchais fait appel à l'exemple des pays révisionnistes et cite Brejnev. « *La démocratie socialiste se caractérise aussi par la recherche permanente du perfectionnement des institutions, l'élargissement des droits des citoyens, l'accroissement des moyens permettant l'exercice de ces droits...* » Nous voyons le sens et le contenu de la *démocratie socialiste, déclarait Leonid Brejnev en 1971, dans la participation de masses de plus en plus larges à la gestion du pays, des affaires publiques... Cette démocratie est pour nous une nécessité vitale, la condition sine qua non du développement et du renforcement des rapports sociaux socialistes* ». (Page 64.)

Voyons donc la réalité de l'U.R.S.S. de Brejnev.

En 1967, à Chimkent, les travailleurs entreprennent une lutte de grande ampleur. Ils sont violemment réprimés. La même année, des milliers de travailleurs de l'usine de tracteurs de Karkhov font grève.

En mai 1969, les ouvriers de la centrale hydroélectrique de Kiev organisent une manifestation.

En juin 1972, plusieurs milliers d'ouvriers de Dniepropetrovsk manifestent et occupent les locaux des services de sécurité. En septembre, ils encerclent le comité régional du parti révisionniste et demandent de meilleures conditions de vie.

En Lituanie, des milliers d'habitants ont manifesté et ont affronté la police et les parachutistes.

Et ce ne sont là que quelques exemples. C'est cela la « démocratie » de Brejnev que vante Marchais. C'est la dictature d'une nouvelle bourgeoisie contre les travailleurs et le peuple. Faut-il rappeler les massacres d'ouvriers commis en Pologne il y a peu d'années ? Est-ce que dans un pays socialiste l'armée, la police peuvent tirer sur les ouvriers ?

Voilà les exemples de la « démocratie » selon Marchais.

Marchais nous dit : « *Ce qui compte, c'est la TENDANCE.* » Eh bien la tendance dans les pays révisionnistes, c'est le renforcement de l'oppression du peuple, c'est l'aggravation de la dictature fasciste.

Depuis 1965, l'appareil de répression contre le peuple n'a cessé de se renforcer. Le « *Comité de la sécurité d'Etat* » a été transformé en une vaste agence de renseignements ayant pour rôle de contrôler les masses et les cadres. Les pouvoirs de la police ont été accrus et le nombre des policiers a augmenté. Les tribunaux ont été agrandis, de nouveaux ont été créés. De nouvelles prisons ont été construites et de nouveaux « camps de travail » se sont ouverts. Il y en a aujourd'hui plus d'un millier où se trouvent plus d'un million de prisonniers. L'utilisation des « hôpitaux psychiatriques » est répandue, on y enferme les opposants en les déclarant « fous ».

On pourrait allonger la liste.

Espionnage, emprisonnements, tortures, violences contre les travailleurs, c'est là le visage fasciste de l'U.R.S.S. de Brejnev... dont Marchais chante les bienfaits.

L'U.R.S.S. révisionniste est aux antipodes du socialisme, de la dictature du prolétariat. C'est la dictature contre les masses.

Les révisionnistes ont transformé l'U.R.S.S. de Lénine et de Staline, l'U.R.S.S. socialiste, en son contraire.

Les révisionnistes, qu'ils s'appellent Marchais ou Brejnev, sont des ennemis du socialisme, de la dictature du prolétariat, du peuple. Entre leurs mains, l'appareil d'Etat est fait pour opprimer la classe ouvrière.

SIGNIFICATION DU « DEFI DEMOCRATIQUE »

Ce qui distingue les différentes fractions de la bourgeoisie du prolétariat, c'est l'attitude adoptée vis-à-vis de l'Etat bourgeois. Les différentes fractions de la bourgeoisie sont en concurrence pour la mainmise sur l'appareil d'Etat bourgeois, aucune d'entre elle n'a pour objectif de détruire cet appareil d'Etat car il est l'instrument de leur domination, de la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat.

Le prolétariat, lui, a pour objectif la destruction de cet Etat, car il est l'instrument qui sert à l'asservir, et l'édification d'un Etat prolétarien qui soit l'instrument de son émancipation et qui lui serve à briser la résistance des exploités. « *Le prolétariat ne peut pas, comme l'ont fait les classes dominantes et les diverses fractions rivales, aux époques successives de leur triomphe, se contenter de prendre l'appareil d'Etat existant et de faire fonctionner tel quel cet instrument pour son propre compte.* » (Marx : Deuxième essai de rédaction de « La guerre civile en France »).

Si Marchais ne remet pas en cause l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, ce n'est pas par on ne sait quel oubli. Des principes marxistes-léninistes, c'est parce que les intérêts qu'il représente sont des intérêts bourgeois. Il représente une fraction de la bourgeoisie, en concurrence avec d'autres fractions, pour faire main basse sur l'appareil d'Etat bourgeois.

Les révisionnistes cherchent à utiliser les travailleurs comme masse de manœuvre pour réaliser leur objectif. Ils utilisent certaines opérations des masses, pour atteindre leur but, pour régler des contradictions au sein de la classe bourgeoise. Que la lutte des masses échappe à leur contrôle, prenne une orientation révolutionnaire, et alors ils la combattent. Dans sa lutte pour la révolution prolétarienne, pour la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, la classe ouvrière a et aura à affronter les dirigeants révisionnistes comme toutes les autres fractions de la bourgeoisie. Il n'y a rien de commun entre les intérêts de la classe ouvrière et ceux des révisionnistes.

En son temps, Marx mit en lumière des faits identiques. Il faisait remarquer que « *les éléments d'opposition, à l'intérieur de la classe dominante, intéressent le peuple à leurs querelles partisans, en invoquant son propre intérêt, en prenant l'attitude des tribuns du peuple, en défendant les libertés populaires* » et encore qu'« *après chaque révolution populaire nouvelle, dont le résultat avait été de transférer la direction de l'appareil d'Etat d'une catégorie des classes dominantes à une autre, le caractère répressif du pouvoir*

d'Etat ne cessa de se développer et de se manifester plus impitoyablement, parce que les promesses faites par la révolution et, semblait-il, garanties par elle, ne pouvaient être rompues que par l'emploi de la force. » (Deuxième essai de rédaction de « La guerre civile en France »).

« DEFI DEMOCRATIQUE » ET SOCIAL-IMPERIALISME

Mais le « Défi » de Marchais, ce n'est pas que cela, c'est aussi l'alignement, la subordination aux intérêts du social-impérialisme.

Marchais cherche à cacher le caractère impérialiste de l'U.R.S.S. de Brejnev. Ne déclare-t-il pas : « *En vérité, rien dans le comportement de l'U.R.S.S. n'indique la volonté de disposer du sort des autres nations.* » (Page 221.) N'en déplaît à Marchais, ce ne sont pas les faits qui manquent pour illustrer cette volonté. Sans doute considère-t-il l'agression effectuée en 1968 contre la Tchécoslovaquie comme une marque « d'internationalisme » ? Faut-il rappeler l'appui apporté par Brejnev à l'agression indienne visant à démembrer le Pakistan ? Et le renforcement continu de la flotte soviétique en Méditerranée n'est-il pas la manifestation d'une volonté impérialiste ? Si l'U.R.S.S. de Brejnev n'est pas une puissance impérialiste, pourquoi envoie-t-elle des navires de guerre sillonner les mers et les océans ? Pourquoi l'U.R.S.S. de Brejnev renforce-t-elle sa présence dans l'océan indien ? Et n'est-ce pas le signe même d'une volonté impérialiste que de faire stationner des troupes en dehors de ses frontières, comme le fait l'U.R.S.S. ?

Si l'U.R.S.S. n'est pas une puissance impérialiste, pourquoi ne répond-elle pas aux propositions formulées par Chou En-laï lors du X^e Congrès du Parti communiste chinois : « *Puisque vous désirez tellement une détente dans la situation mondiale, pourquoi ne pas prouver votre sincérité par une ou deux actions, par exemple en retirant vos troupes de la Tchécoslovaquie ou de la R.P. de Mongolie, en restituant au Japon ses quatre îles septentrionales ?* »

Et pourquoi l'U.R.S.S., tout comme les U.S.A., se refuse-t-elle à s'engager à ne jamais utiliser l'arme nucléaire la première, comme l'a fait la République populaire de Chine ?

Lorsqu'on dénonce ces faits qu'il cherche à cacher, Marchais sort son « argument choc » : « L'antisoviétisme ». Mais qu'y a-t-il de commun entre l'U.R.S.S. de Lénine et de Staline, entre l'U.R.S.S. socialiste, et l'U.R.S.S. de Brejnev,

l'U.R.S.S. social-impérialiste ? RIEN ! L'U.R.S.S. actuelle est-elle encore « soviétique ? Nullement !

Marchais cherche à faire passer le blanc pour le noir. Il en va de même lorsqu'il affirme : « *Un tournant est en train de se produire dans les relations internationales, un tournant vers la détente, vers une paix durable.* » (Page 219) et « *la détente s'accroît sur notre continent.* » (Page 225.)

Et cela alors même que les Etats-Unis et l'U.R.S.S. accélèrent la course aux armements, multiplient les expériences nucléaires, mettent au point de nouvelles armes atomiques, augmentent leurs budgets militaires. Drôle de détente ! N'a-t-on pas vu lors de la guerre récente au Moyen-Orient l'U.R.S.S. tenter d'envoyer des troupes d'occupation et les U.S.A. décréter l'alerte nucléaire. C'est là sans doute ce que Marchais appelle la « détente ». Et si « la détente s'accroît sur notre continent », comme l'affirme Marchais, pourquoi donc l'U.R.S.S. masse-t-elle de plus en plus de troupes à l'Est de l'Europe ? Pourquoi les flottes soviétiques et U.S. en Méditerranée sont-elles renforcées ?

En réalité, Marchais, en niant les faits, cherche à désarmer la vigilance de notre peuple. Alors que l'U.R.S.S. et les U.S.A. renforcent leur potentiel militaire et nucléaire, Marchais voudrait faire croire que l'intérêt de la France serait de renoncer à sa défense, et en particulier à l'arme nucléaire. Puisqu'il y a « détente », il faudrait désarmer. A l'en croire, ce serait le meilleur moyen d'assurer la « sécurité » de notre pays. Mais à qui fera-t-on croire qu'un pays qui renonce à sa défense pourra préserver son indépendance ?

Les propositions de Marchais visent à faire de la France une proie facile, soumise au chantage nucléaire. Pourquoi Marchais s'indigne-t-il lorsque la France procède à des explosions nucléaires et pourquoi ne bronche-t-il pas lorsque c'est l'U.R.S.S. qui le fait ? Tout simplement parce qu'il s'oppose à tout ce qui constitue un obstacle à la menace social-impérialiste. Lorsque l'U.R.S.S. renforce son armement il appelle cela « la détente », lorsque la France fait de même, il parle de « guerre froide ». Ces prises de position ne sont pas dictées par le souci de l'indépendance nationale de la France, mais tout au contraire par les intérêts du social-impérialisme. Il soutient tout ce qui favorise les visées expansionnistes de l'U.R.S.S., il combat tout ce qui s'y oppose. C'est vrai en particulier pour la construction de l'Europe.

Que préconise Marchais ? Il nous le dit à la page 229 du « *Défi démocratique* » : « ... *La France doit se donner pour objectif l'organisation d'une véritable sécurité dans la paix, d'une large coopération dans l'indépendance à l'échelle de toute l'Europe, qui va — comme chacun sait —*

de l'Atlantique à l'Oural. » L'Europe qu'il veut, c'est celle qui va jusqu'à l'Oural, c'est-à-dire en Europe dominée par le social-impérialisme.

A la page 238, il précise encore un peu plus sa pensée et écrit : « *A notre époque, de grandes réalisations intéressant la vie des peuples, dans les domaines de l'énergie, des transports, des télécommunications, de la santé, de la lutte contre la pollution, peuvent motiver une action concertée de pays européens, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest.* » L'« action concertée » avec une U.R.S.S. qui s'arme jusqu'aux dents, on voit ce que cela signifie.

LE « DEFI DEMOCRATIQUE » TEL QU'EN LUI-MEME

Arrivés là, il est temps de faire le point sur le « socialisme » de Marchais.

Ce « socialisme » garde la police, l'armée, les tribunaux, les prisons, etc., qui servent à la bourgeoisie pour exercer sa dictature sur le prolétariat.

Le socialisme authentique, lui, détruit l'arsenal de la dictature bourgeoise. Il « fait sauter » l'Etat bourgeois pour édifier un Etat nouveau, prolétarien. La révolution prolétarienne désarme la bourgeoisie et arme le prolétariat. Il n'y a pas de socialisme si le prolétariat et le peuple ne sont pas armés. Ce fut là une des premières mesures de la Commune. « *Le premier décret de la Commune fut... la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes.* » (Marx.) Le peuple en armes, voilà bien une chose dont Marchais, comme tous les bourgeois, ne veut pas. Ils savent que qui a les armes a le pouvoir. Marchais veut que le peuple reste les mains vides car il ne veut pas qu'il détienne le pouvoir. Il veut que la police, l'armée restent en place, car il ne veut pas renverser le pouvoir de la bourgeoisie. A qui fera-t-il croire que la police qui aujourd'hui matraque les ouvriers, qui assassine, qui fait la chasse aux ouvriers en lutte, à qui fera-t-on croire qu'elle puisse être un jour au service des travailleurs ? Cette police est faite pour frapper les masses, elle y est dressée.

A qui fera-t-il croire que l'armée forgée dans les guerres colonialistes, dans les massacres des peuples en luttes, à qui fera-t-il croire qu'elle puisse devenir une armée du peuple, au service du peuple ?

Cette police, cette armée sont faites pour empêcher par la violence les travailleurs de renverser le pouvoir de la

bourgeoisie, d'exercer leur pouvoir. Si Marchais veut les conserver, c'est pour perpétuer la dictature de la bourgeoisie.

Le « socialisme » dont il parle n'a strictement rien à voir avec le socialisme. **LE SOCIALISME, C'EST LE PEUPLE EN ARMES.**

Marchais ne veut pas que la classe ouvrière exerce le pouvoir, édifie son Etat, prenne en mains la direction de la société. Il ne veut pas mettre fin au régime capitaliste, il veut lui donner une nouvelle façade. Les nationalisations qu'il préconise sont des nationalisations capitalistes.

Le « Défi démocratique » n'est autre que le défi d'une fraction de la bourgeoisie qui cherche à accéder au pouvoir. Le « socialisme » de Marchais n'est autre que le capitalisme dont on a repeint la façade.

Cela n'a rien à voir avec les intérêts de la classe ouvrière et du peuple. L'exploitation et l'oppression ne prendront fin qu'avec le capitalisme, qu'avec le renversement de la classe bourgeoise et de toutes ses fractions. Les travailleurs doivent savoir que dans leur combat pour un monde nouveau, ils auront à combattre la bourgeoisie dans son ensemble : de Pompidou à Marchais.

Commandez nos brochures

LA FASCISATION EN FRANCE

(prix 3 F)

QUE SIGNIFIE CLASSE CONTRE CLASSE

(prix 0,50 F)

**SOUTIEN AUX PEUPLES ARABES
ET PALESTINIEN**

(prix 1 F)

L'HUMANITÉ



rouge

*Proletaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

EN VENTE TOUS LES JEUDIS
DANS LES KIOSQUES

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Nom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Prénom	6 mois	45 F	80 F	100 F
Adresse	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger :			
	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.